

# LA LETTRE DU NORRAG – Numéro 36

## Note de synthèse

### « 2005, L'ANNEE DU DEVELOPPEMENT ? UN ETAT DES LIEUX DU PROJET DU MILLENAIRE, DU SOMMET MONDIAL, DE LA COMMISSION POUR L'AFRIQUE ET DE LA REUNION DU G8 EN ÉCOSSE »

#### **Introduction**

Tout au long de l'année 2005, les questions liées au développement ont été très présentes dans l'agenda politique international. Dans la Lettre du NORRAG numéro 36, les membres du réseau et d'autres analystes invités ont passé en revue ce qui a été accompli ou non. Cette note offre une synthèse de leurs conclusions. Celles-ci ont été traduites en déclarations et propositions, qui peuvent être utilisées pour approfondir le débat politique. La Lettre du NORRAG 36 contient quarante articles courts, qui couvrent ces thèmes en soixante-dix pages.

#### **Principales conclusions**

Le rapport de Jeffrey Sachs sur le Projet du Millénaire a provoqué de fortes réactions. Un des aspects les plus positifs est l'analyse selon laquelle il est nécessaire, pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), de s'inscrire dans un cadre beaucoup plus large, avec des projets intersectoriels et des interventions pour le développement institutionnel et la croissance économique. Toutefois, de nombreux collaborateurs à la Lettre du NORRAG 36 estiment que les propositions de Sachs, qui constituent la partie créative du rapport, sont naïves et dépassées. Le développement est vu comme un vaste projet d'investissement, mené par des experts extérieurs, ce qui laisse peu de place pour l'initiative locale et l'appropriation nationale. L'approche de Sachs est technocratique, la dimension sociopolitique est faible et il n'y a aucune analyse des acteurs qui sont parties prenantes.

En ce qui concerne l'éducation, le Rapport de Sachs corrige enfin l'idée selon laquelle l'Éducation Primaire Universelle (EPU) peut être la panacée pour tous les maux du développement humain. Le Rapport souligne très fortement le rôle du développement des capacités et celui de la recherche. Malheureusement, l'éducation y est présentée de manière trop instrumentale, comme un moyen pour renforcer les compétences, et pas suffisamment comme un moyen de renforcer la cohésion sociale grâce à la promotion de valeurs communes et de traditions vitales.

Les aspects positifs du Rapport de la Commission pour l'Afrique sont d'accorder plus d'attention que le Rapport de Sachs aux aspects politiques, en particulier la faible capacité des États africains, et de remettre l'enseignement supérieur sur l'agenda du développement. Ce rapport propose même des objectifs budgétaires concrets, comme cinq milliards de dollars pour redynamiser les universités africaines et trois milliards de dollars pour les instituts de technologie en Afrique.

Malgré certaines différences, les deux rapports s'appuient sur un modèle de développement économique de « croissance basée sur l'exportation et à visage humain ». Certains estiment que c'est précisément ce modèle qui a poussé les pays les moins avancés (PMA) dans une spirale de pauvreté. Ces pays dépendent beaucoup trop d'une seule marchandise ou de poches de croissance peu nombreuses et isolées (par exemple le tourisme). Les deux rapports ne prennent pas en compte le débat sur les stratégies « post-libérales » de développement. Par exemple, ils se concentrent plutôt sur l'utilisation optimale des capacités de production nationale, que sur l'allocation optimale des ressources financières. Ceci a des conséquences majeures sur les politiques internationales dans le domaine du développement des compétences.

Par ailleurs, les deux rapports prônent une augmentation massive de l'aide internationale. Certains collaborateurs à la Lettre du NORRAG 36 ont exprimé leurs préoccupations à ce sujet. Un des problèmes soulevés est que cela renforce l'idée que l'aide est la solution à tous les problèmes, et cela omet le rôle fondamental des politiques internationales en matière de commerce, du transfert technologique, des flux de capitaux privés et de la migration des personnes qualifiées. D'autres collaborateurs ont souligné la nécessité de développer davantage les capacités, afin de rendre l'aide supplémentaire plus efficace. Autrement, une augmentation de l'aide n'entraînera que plus de dépendance vis-à-vis de l'expertise étrangère. Enfin, d'autres collaborateurs concluent une nouvelle fois que les initiatives traditionnelles pour développer les capacités mènent trop souvent à une grande capacité de manipulation du jargon à la mode, et que la tendance des bailleurs de fonds à proposer des formations à des approches de plus en plus sophistiquées contribue peu au développement des capacités dans le Sud. En fait, elle peut même diminuer ces capacités.

La Lettre du NORRAG 36 offre également un aperçu de la Stratégie mise à jour pour le Secteur de l'Éducation, récemment publiée par la Banque Mondiale. Cette dernière vise à aider les pays à réaliser les OMD en lien avec l'éducation et à renforcer l'éducation pour l'économie du savoir. Les trois thèmes sont :

- L'éducation comme composante clé de la stratégie globale de développement (économique) d'un pays
- L'application d'une approche systémique (comprenant tous les types et niveaux d'éducation et de formation)
- Une plus grande orientation vers les résultats (y compris les résultats éducatifs)

Dans la Lettre du NORRAG 36, plusieurs auteurs expliquent quels sont les effets des rapports de Sachs et de la Commission pour l'Afrique dans leurs pays, particulièrement en ce qui concerne le financement de l'éducation. Malgré certains articles optimistes, la majorité d'entre eux concluent que les promesses d'augmentation de l'aide n'ont été suivies ni dans leurs pays, ni dans les principales réunions internationales, comme le Sommet du G8 à Gleneagles, le Sommet Mondial à New York et la réunion de l'OMC à HongKong. Même si la plupart du temps de nouvelles ressources financières sont promises, il n'est pas certain que ces ressources soient réellement nouvelles. De plus, le montant total reste loin des espérances. Pire que tout, aucun progrès n'a été fait concernant le commerce.

### **Éléments pour le débat**

L'argent n'est qu'un élément du débat sur le développement. Les idées qui sous-entendent ce que le développement comprend et comment l'éducation et la formation peuvent y contribuer sont aussi, voire plus, importantes. Nous pouvons extraire quatre propositions de la Lettre du NORRAG 36 pour approfondir les discussions :

### **1) La relation entre les stratégies de développement national et l'éducation**

En 2005, dans les documents majeurs relatifs à l'aide internationale, les systèmes éducatifs sont considérés trop souvent comme un instrument de renforcement des compétences (nécessaires pour le marché de l'emploi) et insuffisamment comme un moyen de renforcer les valeurs et la cohésion nationales. L'expérience des économies asiatiques émergentes montre que celles-ci ont d'abord utilisé le système éducatif pour établir une identité nationale unifiée. Le capital social ainsi créé a constitué une base de départ pour la croissance économique. Ensuite, le système éducatif a été transformé pour générer les compétences nécessaires (pour l'économie). Est-ce que cette expérience peut être transférée à l'Afrique, et si oui, de quelle façon ?

### **2) Le développement des capacités : besoins et limites**

Une augmentation de l'aide est nécessaire pour atteindre les OMD. Il faut plus de développement des capacités pour permettre une utilisation efficace de l'aide. Les initiatives traditionnelles pour développer les capacités ont tendance à mettre l'accent sur des approches trop sophistiquées, qui réduisent plutôt que ne développent les compétences des Africains. Certains estiment que cela contribue uniquement à les qualifier pour l'émigration. Quelles peuvent être les nouvelles manières de développer les capacités, qui soient solidement ancrées dans les réalités locales et qui apportent des capacités pertinentes au niveau local ?

### **3) L'éducation et l'agenda néo-libéral**

Les rapports clés en 2005 s'appuient sur l'idée d'une croissance basée sur les exportations et à visage humain, mais ils ignorent le fait que la plupart des PMA sont tombés dans un piège international de pauvreté. Ceux-ci dépendent trop d'une seule marchandise ou de poches de croissance peu nombreuses et isolées (par exemple le tourisme). Une des étapes pour sortir de ce piège est de stimuler le développement des compétences pour maximiser les capacités de production. Comment réaliser ceci ?

### **4) Une approche systémique du secteur de l'éducation ?**

Les acteurs internationaux reconnaissent de plus en plus que la forte priorité accordée à l'EPU depuis quinze ans déséquilibre les systèmes éducatifs. Dans de nombreux pays, l'éducation secondaire reçoit à présent plus d'aide. Cependant, au niveau national, la plupart des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) favorisent toujours l'éducation primaire, tout comme le font les bailleurs de fonds. Comment intégrer les résultats des recherches sur l'équilibre entre les différentes composantes d'un système éducatif dans les négociations autour des DSRP et dans les autres discussions stratégiques sur les politiques ?

#### **Edition de la Lettre du NORRAG**

Kenneth King, Centre of African Studies,  
21 George Square, University of Edinburgh, Edinburgh EH8 9LD, Scotland, UK  
Courriel : [Kenneth.King@ed.ac.uk](mailto:Kenneth.King@ed.ac.uk) ou [P.King@ed.ac.uk](mailto:P.King@ed.ac.uk)

#### **Coordination du NORRAG**

Michel Carton, Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID),  
Post Box 136, Rue Rothschild 24, 1211 Genève 21, Suisse.  
Courriel : [Michel.Carton@graduateinstitute.ch](mailto:Michel.Carton@graduateinstitute.ch)